

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 9 juin au 13 juin 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Burundi** : Continuité politique dans un contexte économique fragile
- ❖ **Kenya** : Ratification du Traité sur la haute mer à l'occasion d'UNOC-3 à Nice
- ❖ **Rwanda** : Accord bilatéral avec le Kazakhstan pour l'exportation de béryllium

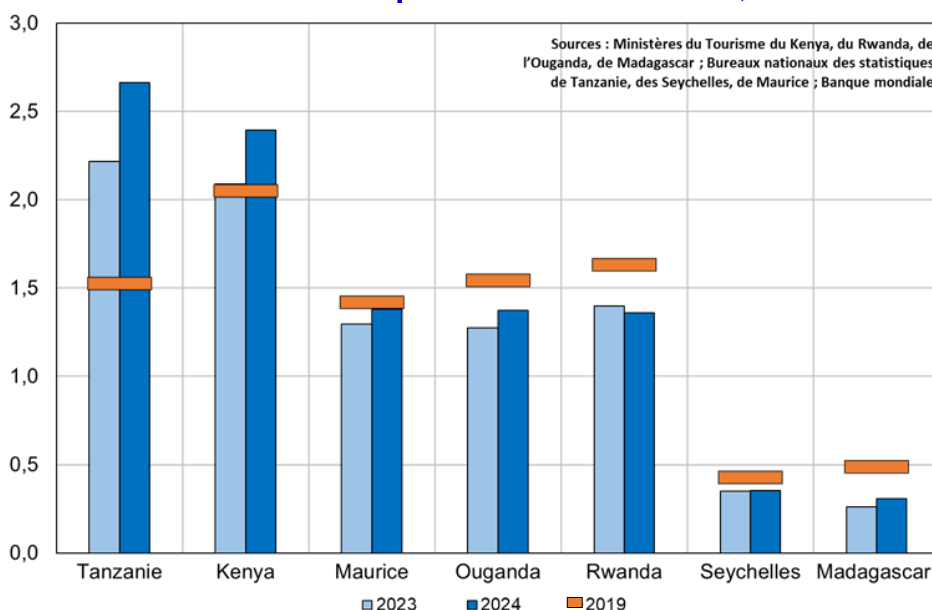
LE CHIFFRE À RETENIR

500 M USD

RWANDA : MONTANT ALLOUÉ AU
DÉVELOPPEMENT DU NOUVEL
AÉROPORT DE BUGESERA DANS LE
BUDGET 2025/26

Le graphique de la semaine

AEOI : arrivées touristiques internationales (en millions*)



*Données consolidées par le SER. Les méthodes de comptabilisation peuvent différer selon les sources nationales.

En AEOI, la plupart des pays ont enregistré une hausse des arrivées touristiques en 2024, à l'exception du Rwanda. C'est le cas en particulier de la Tanzanie (+20,1 % par rapport à 2023, avec 2,7 M d'arrivées), pays accueillant le plus de touristes dans la zone. Dans une moindre mesure, le Kenya fait preuve également d'une forte croissance (+14,6 % avec 2,4 M d'arrivées). Ces deux pays ont déjà retrouvé leur niveau pré-crise covid-19. A l'inverse, Maurice, l'Ouganda, le Rwanda et les Seychelles n'ont pas encore retrouvé le niveau de 2019, reflétant une reprise en demi-teinte de l'activité touristique. Le cas du Rwanda est particulier : malgré une baisse des arrivées touristiques en 2024 (-2,9 %), le pays a connu un record historique de revenus touristiques.

REGIONAL

La CE propose de placer le Kenya sur la liste grise AML/FT et d'y sortir l'Ouganda

Le 10 juin 2025, la [Commission européenne](#) a actualisé sa liste des juridictions présentant des déficiences stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML/FT). Elle propose d'y placer le Kenya et d'en sortir l'Ouganda. Cette proposition intervient dans un contexte où la liste n'avait plus été actualisée depuis un an suite à un blocage du parlement européen. Cette proposition reflète les décisions prises par le GAFI (Groupe d'action financière) depuis le blocage : en février 2024, le Kenya a été placé sur la liste grise, tandis que l'Ouganda en est sorti. L'adoption formelle de cette proposition reste conditionnée à la non-objection du Conseil et du Parlement européen, dans un délai d'un mois.

BURUNDI

Élections législatives : continuité politique dans un contexte économique fragile

Le 5 juin 2025, les Burundais renouvelé l'Assemblée nationale et les conseils locaux. Le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, a remporté l'ensemble des sièges, dans un scrutin marqué par une absence de l'opposition. Les élections se sont tenues dans un environnement économique dégradé (inflation élevée, pénuries de carburant et de devises, faible croissance), qui représente un défi majeur pour les mois à venir.

DJIBOUTI

Renforcement de la coopération bancaire avec la Somalie

Le 3 juin, les gouverneurs des banques centrales de Djibouti et de Somalie ont signé un memorandum d'entente visant à renforcer la supervision des établissements bancaires transfrontaliers, en harmonisant les pratiques de régulation, améliorant la transparence et prévenant les risques financiers, notamment en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Le partenariat prévoit des échanges d'expertises, formations conjointes et visites d'études. Il s'aligne avec la volonté de Djibouti de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le pays a été placé fin 2024 sous surveillance par le Groupe d'Action Financière du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord et dispose d'un délai d'un an pour appliquer les recommandations de l'organisation.

ÉTHIOPIE

Approbation par le conseil des ministres d'un budget record

Le Conseil des ministres éthiopien a approuvé un budget fédéral de près de 2 000 Md ETB (14,8 Md USD environ) pour l'exercice budgétaire 2025/26, en hausse de +60 % en nominal par rapport à l'année précédente. La forte dépréciation du birr depuis juillet dernier réduit toutefois sa valeur en USD de près de 30 %. Aligné sur le cadre macroéconomique 2025-2030 et le plan décennal de développement, le budget est élaboré, selon les autorités, de manière à renforcer la sécurité nationale, répondre aux crises humanitaires et stimuler la productivité à travers des investissements dans l'agriculture, l'irrigation et les infrastructures. Il maintiendra probablement une part importante dédiée aux transferts budgétaires aux régions, qui représentait l'année précédente le premier poste de dépense, soit 23 % du budget. Le budget 2025/26 devrait être soutenu par la 2^{ème} tranche d'aide budgétaire de la Banque mondiale. Le texte, sera débattu et approuvé au Parlement avant le 7 juillet, date à laquelle débute l'année fiscale.

Proclamation sur les start-ups approuvée

Le Conseil des ministres a approuvé un projet de loi dédié aux start-ups technologiques six ans après sa première présentation. Le texte, élaboré par le ministère de l'Innovation et des Technologies, officialise la définition d'une start-up, à savoir une entreprise technologique de moins de 3 ans avec un chiffre d'affaires annuel inférieur à 5 M ETB (38 000 USD). Il prévoit, pour ces acteurs, un congé fiscal de 5 ans, des exonérations douanières, un fonds de soutien de 2 Md ETB (36 M USD) ainsi qu'un accès facilité à des « bacs à sable » réglementaires pour tester leurs produits fintech. Jusqu'à 5 % du budget fédéral pour l'achat de technologies de l'information et de communication sera alloué aux start-ups certifiées.

KENYA

Ratification du Traité sur la haute mer à l'occasion d'UNOC-3 à Nice

Le Kenya a officiellement ratifié, le 11 juin, le Traité sur la haute mer (BBNJ), devenant l'un des premiers pays du Sud à franchir cette étape décisive. Signataire depuis septembre 2024, Nairobi réaffirme ainsi son engagement en faveur de la gouvernance multilatérale des océans et de la protection de la biodiversité marine. Adopté sous l'égide des Nations unies, le traité BBNJ vise à préserver la vie marine au-delà des juridictions nationales, notamment par la création d'aires marines protégées, la régulation des évaluations d'impact environnemental et le partage

équitable des ressources génétiques marines. À ce jour, 134 pays ont signé le traité et près de 50 l'ont ratifié. Il entrera en vigueur une fois que le cap des 60 ratifications sera atteint. Cette avancée intervient alors que se tient à Nice la 3e Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC-3), qui vise à accélérer l'agenda océanique mondial, notamment l'objectif 30x30.

La BC abaisse son taux directeur à 9,75 %

Le 10 juin 2025, le Comité de politique monétaire (MPC) de la Banque centrale du Kenya a abaissé le taux directeur de -25 points de base, le ramenant à 9,75 %. Il s'agit de la 6ème baisse consécutive depuis août 2024. Cette orientation vise à soutenir la reprise économique, alors que l'inflation reste contenue : +3,8 % en mai, en dessous du centre de la cible ($5\% \pm 2,5$ pts). Le MPC observe une reprise du crédit au secteur privé, une amélioration de la balance des paiements et un environnement macroéconomique stable propice à une politique monétaire plus accommodante.

MADAGASCAR

Adhésion au Forum du Partenariat pour la Sécurité des Minéraux

À l'issue du Conseil des ministres du 4 juin, le gouvernement a approuvé l'adhésion de Madagascar au Forum du Partenariat pour la Sécurité des Minéraux. Cette plateforme lancée en 2022 à l'initiative des États-Unis réunit plusieurs pays partenaires dont la France, l'Allemagne et l'Union européenne, actuellement rejoints par 15 pays membres dont 3 africains (Namibie, République démocratique du Congo et Zambie). Elle vise à promouvoir des chaînes d'approvisionnement responsables en minéraux critiques, améliorer l'attraction envers les investissements, accélérer les projets miniers et améliorer les politiques en matière de développement minier durable. Selon le gouvernement, cette initiative permettra d'augmenter la visibilité internationale de Madagascar, de développer des partenariats stratégiques et échanger sur les bonnes pratiques avec les membres du forum, les institutions financières et le secteur privé.

MAURICE

Présentation du projet de budget 2025/26

Le gouvernement mauricien a présenté, le 5 juin, un projet de budget pour l'année fiscale 2025/26 orienté vers la consolidation budgétaire et le redressement des finances publiques. Le déficit budgétaire s'établirait à -4,9 % du PIB (après -9,8 % du PIB en 2024/25). La dette publique devrait légèrement diminuer à 88,3 % du PIB. La croissance du PIB est attendue à +3,7 % en 2025/26. Ce redressement s'appuie sur un encadrement plus

strict de certaines dépenses, notamment sociales, l'adoption de nouvelles mesures fiscales, et le recours aux recettes issues de l'accord relatif aux îles Chagos.

UGANDA

Discours sur l'état de la nation : le Président Museveni met en avant son bilan économique

Le 5 juin, le président Museveni a prononcé son discours sur l'état de la nation, mettant en avant les progrès de l'Ouganda, portés par les 4 grands principes du Mouvement de Résistance National (NRM) : patriotisme, panafricanisme, transformation socio-économique et démocratie. Il a souligné la stabilité du shilling ougandais, actuellement « *la monnaie la plus stable du continent* » et les prévisions de croissance (+7,0 % attendue pour l'année fiscale 2025/26), qui devraient augmenter le revenu moyen par foyer de 71 USD. Malgré l'arrêt de l'aide américaine et des financements de la Banque mondiale, les projets d'infrastructure se poursuivent, notamment avec le lancement prochainement de la raffinerie de Hoima, en partenariat avec le groupe émirati Alpha MBM. Le président a également annoncé la capitalisation de la nouvelle compagnie minière nationale à hauteur de 500 Mds UGX (environ 122 M EUR) sur 5 ans. En matière d'investissements, la France a été présentée comme le 2^{ème} partenaire du pays, derrière les Pays-Bas.

RWANDA

Retrait de la CEEAC

Le 7 juin, le Rwanda a annoncé son retrait de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), organisation fondée en 1983 pour promouvoir l'intégration régionale, les échanges commerciaux et le développement des infrastructures, regroupant jusqu'alors 12 États. Le président rwandais évoque un climat institutionnel peu coopératif, notamment suite à la contestation de sa présidence tournante. Ce départ pourrait affecter la coordination régionale sur des projets économiques transfrontaliers (énergie, transport, douanes) et limiter le marché des entreprises rwandaises sur un marché régional de plus de 200 M d'habitants.

Allocation 25/26 de 500 M USD pour l'aéroport de Bugesera

Dans son budget 2025/26, le Rwanda prévoit d'allouer 699 Md de RWF (environ 499 M USD) au développement du nouvel aéroport international de Bugesera, situé à 40 km de Kigali. Ce projet structurant vise à renforcer la connectivité régionale et à soutenir la croissance du tourisme et des échanges commerciaux. La première phase de l'aéroport devrait être opérationnelle en 2028, après plusieurs reports.

Un projet de 35 M USD pour rénover un quartier informel à Kigali

Le village de Ngaruyinka, sur la colline de Kinyinya (district de Gasabo), bénéficiera d'une rénovation durable de 35,1 M USD (environ 50 Md RWF), dans le cadre du programme Green City Kigali (GCK). Porté par le Rwanda Green Fund, le projet vise à transformer cette zone informelle en un quartier résilient, écologique et inclusif. Prévu jusqu'en 2029, ce projet pilote associe infrastructures vertes (eau, énergie solaire, biogaz, gestion des eaux pluviales), mobilité durable, formation professionnelle (TVET) et habitat abordable. Il pourrait bénéficier à plus de 30 000 personnes. Inscrit dans une vision nationale bas-carbone, le GCK s'étend sur 600 hectares et prévoit à terme 30 000 logements et 150 000 bénéficiaires directs. Le gouvernement rwandais a déjà engagé 3,8 Md RWF dans son budget 2025/26 pour les études et la mise en place de l'unité de gestion du projet.

Accord bilatéral avec le Kazakhstan pour l'exportation de béryllium

Lors de la visite du président Kagame à Astana, le Rwanda et le Kazakhstan ont signé un accord de coopération portant sur l'exportation de béryllium rwandais vers le Kazakhstan. Le partenariat, conclu entre le fonds souverain kazakh Samruk Kazyna et la *Rwanda Mines, Petroleum and Gas Board*, vise à renforcer les échanges dans les secteurs des minéraux critiques, du commerce, de l'énergie et des technologies. L'usine métallurgique Ulba, filiale de Samruk Kazyna, prévoit d'importer jusqu'à 1500 tonnes de béryllium par an depuis le Rwanda. Ce métal stratégique est utilisé dans l'aérospatial, la défense et l'électronique.

SOUDAN

Retour de plus d'un million de déplacés

Selon un rapport publié le 5 juin par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), près de 1,2 millions de personnes déplacées au Soudan sont retournées volontairement dans leurs zones d'origine. Ce mouvement de retour fait suite à la reprise par l'armée de plusieurs États, dont Khartoum, Sennar et Gezira. L'OIM précise que 80 % des retours ont eu lieu dans l'État de Gezira. Fin 2024, le nombre de déplacés s'élevait à 11,6 M, un record. Grâce à ces retours, ce chiffre a diminué de

13 %. Néanmoins, ce retour massif pose un défi majeur pour les autorités, qui peinent à assurer les services essentiels, notamment l'eau et l'électricité, dont les installations ont subi des destructions importantes.

SOUDAN DU SUD

Reprise des exportations pétrolières via Port Soudan

Les exportations de pétrole brut du Soudan du Sud via Port Sudan ont repris après des semaines d'interruption due à des attaques de drones ayant visé le port d'exportation soudanais. Des équipes techniques des deux pays ont réparé les installations endommagées, dont une pompe majeure et des dépôts, permettant une reprise normale des opérations. Pour mémoire, les exportations du brut du Soudan du Sud avaient été suspendues pendant une année environ à la suite d'une panne du pipeline au Soudan, avant de reprendre en janvier. Actuellement, le volume exporté s'élève à 110 000 barils par jour. Par ailleurs, des travailleurs de Nilepet, la compagnie pétrolière publique sud soudanais, se sont mis en grève, dénonçant des arriérés de salaires impayés.

TANZANIE

Le déficit commercial s'est résorbé début 2025 grâce à la hausse des exportations

Selon la Bank of Tanzania, le déficit commercial se résorbe (-18,7 % en avril 2025 en g.a.). Cette amélioration s'explique par une hausse des exportations (+16,8 %). Les recettes liées aux exportations d'or (+24,5 %), de services touristiques (+7,3 %) et de produits agricoles ont particulièrement augmenté. Le secteur des mines compte pour plus de 10 % du PIB grâce à l'augmentation des cours de l'or. Le tourisme représente 17,2 % du PIB.

Approbation du budget du ministère des Finances pour l'année fiscale 2025/26

Un budget de 7,8 Md USD pour le Ministère des Finances a été approuvé, ce qui représente une hausse de +22 % par rapport à l'exercice budgétaire 2024/25. L'augmentation vise à établir un nouveau système de paiement unique pour toutes les taxes et impôts afin d'améliorer l'efficacité de la collecte des recettes.